

L'extrême droite renoue avec l'action violente

L'historien Stéphane François analyse la récente radicalisation des mouvements extrémistes, comme l'illustrent les événements survenus à Chemnitz, en Allemagne

Par STÉPHANE FRANÇOIS

En Italie et en Autriche, elle est au gouvernement; en France, elle est représentée à l'Assemblée nationale; en Suède, elle est aux portes du pouvoir; en Allemagne, elle est dans les rues et elle chasse les migrants. Nous pourrions multiplier les exemples... L'extrême droite a le vent en poupe en Europe. De quoi se nourrit-elle? Pourquoi est-elle aussi dynamique?

Le dynamisme des extrêmes droites populistes européennes n'a pas échappé à l'œil avisé de Steve Bannon, ancien proche conseiller de Donald Trump. Celui-ci a fait, ces derniers mois, la tournée des groupuscules européens afin de les unifier. Une tentative qui se conclura par un échec, les formations étant trop éparpillées et différentes. Surtout, plusieurs d'entre elles sont des répulsifs pour les autres: c'est le cas, par exemple, du Rassemblement national de Marine Le Pen, encore jugé trop antisémite par les populistes hollandais. Les formations radicales ne sont pas en reste: les

À LA FIN DES ANNÉES 1970, LES EUROPÉENS ACCEPTAIENT LES BOAT PEOPLE. AUJOURD'HUI, ON LAISSE LES MIGRANTS MOURIR EN MÉDITERRANÉE

animateurs de l'Alt-right américaine les observent et traduisent les productions théoriques de ses intellectuels. Il y a en effet un jeu de références réciproques: les intellectuels européens, comme les essayistes Alain de Benoist et Guillaume Faye, sont lus et discutés aux États-Unis et, en retour, les principaux intellectuels américains sont traduits en Europe. Ainsi, le théoricien païen, postnazis et suprémaciste blanc Greg Johnson a été traduit en français en 2016.

Cependant, M. Bannon ne prend pas en compte le fait que les extrêmes droites européennes, du fait des histoires nationales différentes, sont diverses et propres à chaque pays: elles ont des origines et des manifestations différentes. Certaines sont religieuses, d'autres sont issues du fascisme; d'autres encore jouent la voie électorale tandis qu'une dernière catégorie est violente et révolutionnaire. Malgré tout, il est possible d'énumérer des thématiques communes. On a, par exemple, le rejet de l'autre - l'étranger, le migrant -, forcément criminel et violeur, mis en avant par les formations radicales, notamment identitaires. Ce n'est pas un thème récent, loin de là. Ainsi, la revue *Europe-Action*, fondée par Dominique Venner dans le sillage de la fin de la guerre d'Algérie, affirmait déjà que l'immigré algérien était à l'origine des viols et des agressions alors commis en France. Cinquante ans plus tard, les extrêmes droites européennes le mettent encore en avant.

L'ISLAM BOUSCULE LES HABITUDES

Il y a aussi l'idée, très présente chez ces groupuscules, d'une volonté de la part des «élites» de provoquer une substitution ethnique des populations européennes: c'est ce qu'ils appellent «*le grand remplacement*». Là encore, ce n'est pas vraiment récent: cette idée vient des milieux néonazis des années 1950, en particulier des militants français René Binet et suisse Gaston-Armand Arnaudruz. On la retrouve toujours dans la mouvance identitaire et/ou néonazie. L'objectif supposé de ces élites, vues par ces militants comme

immigrationnistes, serait de mettre en place un «*génocide*» lent des populations européennes. De fait, les différentes extrêmes droites s'inquiètent de l'avenir de la «*race blanche*» et combattent les politiques migratoires, sources de chaos social et de déclin civilisationnel, voire génétique. Ce refus est violent en Allemagne (pensons aux incidents ayant eu lieu ces jours-ci à Chemnitz, en ex-RDA), tandis qu'en Italie, Matteo Salvini, homme fort de la Ligue et ministre de l'Intérieur, refuse l'accès des ports italiens aux navires, y compris italiens, venant en aide aux migrants risquant leur vie en Méditerranée.

Il y a aussi, et évidemment, le rejet de l'islam, cette religion crispant l'extrême droite depuis les années 1980. Aujourd'hui, ce rejet entre en résonance avec les préoccupations des opinions publiques européennes, non pas suite aux attentats perpétrés depuis 2013 par l'organisation Etat islamique, mais dès le 11 septembre 2001. Ces militants sont d'ailleurs persuadés que les islamistes ont déclaré la guerre à l'Occident: par attentats évidemment, mais aussi par une colonisation inversée à la fois culturelle et ethnique. Pourtant, à l'extrême droite, il a existé des tendances favorables au monde arabo-musulman, développant une sorte de tiers-mondisme, souvent motivé par l'antisémitisme, parfois par l'anti-américanisme, plus logiquement par les deux.

Ces tendances ont disparu au profit des idéologies identitaires, dominantes depuis une dizaine d'années. En effet, la visibilité de l'islam à compter des années 1980 a bousculé les habitudes des populations européennes par le port du voile, l'essor de la consommation de produits halal ou la multiplication des lieux de culte. L'islam a eu du mal à trouver sa place en Europe, provoquant méfiance et rejet («*On n'est plus chez nous*»). D'autant que cet islam était travaillé durant le même temps par ses propres démons: l'islamisme. Longtemps confinées à l'extrême droite, ces critiques ont donc trouvé un écho dans les opinions publiques à la fin des années

1990: les musulmans seraient incapables de s'intégrer, d'accepter les valeurs de la civilisation européenne... Les formations identitaires ont fait de ces critiques le fondement de leur idéologie.

Enfin, il y a au sein des populations européennes un rejet croissant des formations politiques classiques au profit des partis populistes xénophobes, ainsi qu'une volonté de ces mêmes populations d'avoir une offre politique à la fois autoritaire et protectionniste, qui les protégerait de la mondialisation et qui donne un cadre rassurant. Si les partis d'extrême droite sont en essor, il est à noter, et l'exemple allemand le montre brutalement, qu'une partie de l'extrême droite européenne revient à l'action violente.

POSITION DE FORCE

Pourtant, des cadres politiques avaient fait le constat de la stérilité de cette voie. Elle restait le fait de la mouvance «*bonehead*» (les skinheads d'extrême droite)

et des groupuscules néofascistes. L'arrivée massive de réfugiés ou de migrants et l'impression de la mollesse des formations ayant choisi la voie électorale ont poussé les éléments les plus radicaux à revenir à la violence politique. En effet, les arrestations de personnes projetant de commettre des crimes, des attentats ou cherchant simplement l'affrontement se multiplient... Certains militants n'hésitent d'ailleurs plus à se revendiquer du national-socialisme, sans pour autant se dire skinhead. Etre qualifié de «*nazi*» reste pourtant la disqualification la plus violente.

Il faut faire le constat que les mentalités extrémistes de droite évoluent et se radicalisent, ou plutôt reviennent à de vieilles pratiques, violentes, comme on le voit un peu partout en Europe. Il s'agit, pour ces militants, de protéger l'Europe des vagues de migrants. Un slogan identitaire ne dit-il pas «*Defend Europe*»? Des militants ne se contentent plus de sit-in ou d'opérations médiatiques. Convaincus d'être en guerre, ils ont décidé de passer à l'acte, comme l'escomptaient les différents militants français arrêtés

PHÉNOMÈNE INQUIÉTANT : LES OPINIONS PUBLIQUES SERONT DE MOINS EN MOINS HOSTILES À CES VIOLENCES

depuis 2015, comme les membres du mouvement skinhead picard du White Wolf Klan ou, dernièrement, les activistes de l'Action des forces opérationnelles. Il faut craindre une augmentation des violences d'extrême droite dans les mois et les années à venir. Une violence qui touchera principalement les populations musulmanes, ou considérées comme telles. Avec un phénomène inquiétant: les opinions publiques seront de moins en moins hostiles à ces violences, considérant que, d'une certaine façon, les musulmans l'ont cherché «*en refusant de s'intégrer et en imposant leur mode de vie*»...

A la fin des années 1970, les Européens acceptaient les boat people. Aujourd'hui, les mentalités ont changé: on préfère laisser les migrants mourir en Méditerranée. Les activistes ont pris acte de cette évolution et se sentent en position de force. Ils le font bruyamment savoir, un peu partout en Europe. Malheureusement, cela ne changera pas dans un futur proche, au contraire: l'extrême droite, en se radicalisant, va devenir un danger. Comme je l'ai écrit plusieurs fois, le risque d'attentats devient de plus en plus important. En étant pessimiste, on peut d'ailleurs craindre une évolution à l'américaine, avec un terrorisme d'extrême droite récurrent. ■



Stéphane François est docteur en science politique, chercheur associé au CNRS, historien des idées et spécialiste des droites radicales

A Chemnitz, la réunion inédite de toutes les obédiences droitières

Pour les universitaires Cynthia Miller-Idriss et Daniel Köhler, les manifestations dans la ville allemande témoignent de l'union de groupes d'extrême droite jusque-là séparés

Par CYNTHIA MILLER-IDRISS
et DANIEL KÖHLER

Des enregistrements vidéo montrant des groupuscules d'extrême droite allemands pourchassant, harcelant et attaquant des minorités ethniques, des journalistes et des contre-manifestants face à une police dépassée se sont répandus sur les réseaux sociaux la semaine dernière. Dans un vidéo, un policier prévient un réfugié libanais parmi les contre-manifestants : « Si la foule attaque, nous ne pourrions pas garantir votre sécurité. » Dans la ville est-allemande de Chemnitz, dimanche 26 août, des manifestations ont rapidement éclaté après qu'un Allemand eut été poignardé à mort lors d'une bagarre et que deux demandeurs d'asile, un Syrien et un Irakien, eurent été arrêtés pour le crime.

Du jour au lendemain, la foule, à l'origine spontanée, défilait contre les « migrants criminels » à rassemblement de 6 000 manifestants. En sous-effectif, la police locale a dû lutter pour tenir ses positions ; des pans entiers de la ville ont néanmoins échappé à tout contrôle policier pendant deux jours, jusqu'à ce que l'on envoie des renforts.

Les événements survenus à Chemnitz ont horrifié la plupart des Allemands et des citoyens du monde entier ; ils auront aussi révélé le nouveau visage d'une partie de l'extrême droite. Il est désormais évident que les tactiques et les stratégies des mouvements violents d'extrême droite ont changé.

Avant Chemnitz, il existait en Allemagne deux types de manifestations d'extrême droite, sans lien entre elles. Pendant des décennies, on a assisté, périodiquement, à des défilés organisés par un petit noyau de militants néonazis, consacrés en général à la commémoration de dirigeants nazis comme Rudolf Hesse, et auxquels prenaient part des extrémistes marginaux, presque toujours mis en minorité par les contre-manifestants antifascistes. La

violence que l'on observait en ces occasions se limitait souvent aux affrontements entre la gauche et la droite. Depuis 2015, on assiste en Allemagne, et à travers l'Europe, à une série de manifestations anti-islam, séparées et relevant d'une extrême droite moins radicale, conduites par le mouvement des Patriotes européens contre l'islamisation de l'Occident (Pegida), rassemblant des dizaines de milliers de citoyens ordinaires dans des marches non violentes.

Les manifestations de Chemnitz ont très vite mobilisé ces deux groupes jusqu'à alors séparés, et d'autres encore, révélant un niveau de coopération inédit entre militants néonazis, hooligans d'extrême droite, groupes appartenant à une nouvelle sous-culture, comme celui formé par les combattants d'arts martiaux d'extrême droite, et les milliers de citoyens en colère (appelés « Wutbürger ») qui se sont engagés dans des mouvements comme Pegida. Un troisième secteur de l'extrême droite – les leaders de partis politiques comme l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), qui représente actuellement le troisième plus grand parti au Parlement fédéral – et les élites locales ont encore jeté de l'huile sur le feu en célébrant les manifestants en révolutionnaires et en présentant les émeutes comme une légitime résistance marquant le début du déclin d'un Etat corrompu. Les leaders d'extrême droite n'ont pas hésité à comparer ces émeutes aux manifestations démocratiques de 1968 et 1989, alors portées par la jeunesse et un mouvement citoyen. Cette rhétorique a contribué à renforcer les propos des citoyens ordinaires et à légitimer la violence.

VIOLENCE LÉGITIMÉE PAR LES ÉLITES

S'il a déjà existé des tentatives visant à relier ces différents secteurs d'extrême droite – en particulier dans les années 1990, à l'initiative du Parti national-démocrate d'Allemagne (NPD), au cours

d'une vague d'émeutes semblable, à Rostock et ailleurs –, dans l'ensemble, chacun des groupes rejetait l'autre. Les partis et les citoyens d'extrême droite représentaient trop l'establishment aux yeux des militants, et les néonazis étaient trop violents pour les citoyens ordinaires et les élites. Le succès de la collaboration de Chemnitz – où militants d'extrême droite, citoyens et élites de droite dure ont défilé côte à côte – illustre un nouveau cycle, dans lequel des mouvements comme Pegida deviennent un terrain fertile pour la radi-

LE SUCCÈS DES MANIFESTATIONS, OÙ MILITANTS D'EXTRÊME DROITE, CITOYENS ET ÉLITES DE DROITE DURE ONT DÉFILÉ CÔTE À CÔTE, ILLUSTRE UN NOUVEAU CYCLE

calisation et où la violence des groupes d'autodéfense est légitimée par les élites. Dans ce contexte, l'assassinat perpétré dimanche 26 août a été instrumentalisé par l'extrême droite afin de renforcer davantage par l'extrême droite afin de renforcer davantage l'association des citoyens ordinaires et du noyau dur d'extrémistes violents, dans des éruptions spontanées de violence ou lors d'attaques planifiées.

Comment l'Allemagne devrait-elle réagir ? A court terme, il est nécessaire que la police et les services de renseignement évaluent mieux la situation et planifient mieux les choses. L'incapacité qui a été la leur de prévoir l'ampleur des manifestations ou les risques de violence montre que l'Etat doit s'appuyer sur une meilleure intelligence

prédictive et avoir davantage conscience du fait que certains événements déclencheurs – d'autant plus lorsqu'ils sont amplifiés par les réseaux sociaux – peuvent rapidement mobiliser un grand nombre de personnes. A plus long terme, il faut que l'Allemagne con-

sidère que le travail effectué depuis des décennies pour assurer une culture démocratique forte est triplement menacé : par la xénophobie et le désenchantement qu'éprouvent les citoyens ordinaires ; par l'expansion de sous-cultures d'extrême droite et d'une violence extrémiste militante ; et par des élites dont la rhétorique diabolise les migrants, désigne les médias comme l'« ennemi du peuple » et célèbre la violence comme un acte résistant et révolutionnaire. Quelle que soit la stratégie élaborée face à l'extrême droite, elle devra tenir compte de ces trois domaines.

Chemnitz montre, par-dessus tout, que la collaboration entre ces trois secteurs mène tout droit au désastre. Dans les prochains mois, la question se posera de savoir si cette nouvelle coalition entre le parti d'extrême droite (AfD), les mouvements de protestation comme Pegida et les néonazis saura se maintenir, ou si des guerres internes la replaceront sur la voie de la dissolution, comme ce fut le cas des tentatives précédentes pour « Unir la droite » en Allemagne et ailleurs. ■

Traduit de l'anglais par
Pauline Colonna d'Istria

¶ Cynthia Miller-Idriss est professeure d'éducation et de sociologie à l'université américaine de Washington. Elle est l'auteure de « The Extreme Gone Mainstream » (« Quand l'extrême se banalise », Princeton University Press, non traduit).

Daniel Köhler est directeur de l'Institut allemand d'études sur la radicalisation et la déradicalisation

La poussée des Démocrates de Suède

Le décalage entre l'opinion publique et les responsables politiques suédois sur la question des réfugiés contribue aux succès du parti nationaliste, estime Johan Martinsson, professeur de sciences politiques

Par JOHAN MARTINSSON

Les élections législatives du 9 septembre en Suède devraient faire date. Les sociaux-démocrates pourraient réaliser leur plus mauvais score depuis que le pays est une démoc-

ratie. La plupart des sondages les créditent de 22 % à 26 % des suffrages, alors qu'ils en obtenaient autour de 45 % il y a quelques décennies. Avec la montée des Démocrates de Suède (SD), le parti nationaliste et anti-immigration qui pourrait dépasser la barre des 20 %, aucun des blocs traditionnels de la politique suédoise ne peut espérer détenir une majorité de sièges au Parlement.

Les SD avaient recueilli à peine plus de 1 % des voix en 2002 et n'ont fait leur entrée au Parlement qu'en 2010. Comment se fait-il qu'une formation appartenant à la même famille idéologique que le Rassemblement national en France et que beaucoup classent encore à l'extrême droite et qualifient de parti populiste, voire raciste, progresse d'élection en élection en Suède ?

Il faut dire que, lorsque le parti a été fondé en 1988, beaucoup de ses membres entretenaient des liens étroits avec les milieux racistes et suprémacistes blancs suédois. Son premier dirigeant avait milité auparavant dans un parti néonazi. Une bonne partie de la population suédoise serait-elle devenue raciste ou antidémocratique ? Non. Les SD ont beaucoup changé depuis dix ans sous l'impulsion de leur actuelle direction et se sont efforcés de se défaire de leur image de parti raciste et de rompre avec leur passé sulfureux.

A la faveur de scissions, les éléments les plus radicaux ont quitté les SD. Dans le programme du parti ne subsiste plus aucune trace de racisme. On pourrait définir aujourd'hui les SD

comme un parti anti-immigration, nationaliste et europhobe. On décèle aussi chez eux des soupçons d'antilibéralisme, notamment dans leur défense d'une politique culturelle visant à accroître la cohésion sociale.

En fait, l'envolée des Démocrates de Suède s'explique aisément. La classe politique suédoise est depuis longtemps en décalage avec l'opinion publique sur la question des réfugiés. Les enquêtes annuelles de l'institut SOM de l'université de Göteborg montrent que la majorité des Suédois jugent qu'il serait bon d'accueillir moins de réfugiés en Suède. La raison du succès électoral des SD est simple : les électeurs approuvent leurs orientations. Voter Démocrates de Suède, c'est essentiellement voter pour moins d'immigration.

UNE DIMENSION SOCIOCULTURELLE

Les priorités de l'opinion publique ont radicalement changé. Jusqu'ici, les campagnes électorales s'articulaient autour du clivage gauche-droite. Mais depuis 2015, les questions d'immigration et d'intégration dominent le débat public. Et les questions de criminalité et d'ordre public ont gagné du terrain et figurent désormais parmi les principaux sujets de préoccupation de l'opinion. Ces nouvelles thématiques comportent une dimension socioculturelle beaucoup plus forte que les sujets économiques et sociaux où le clivage porte sur le degré d'intervention de l'Etat dans l'économie et de redistribution.

Il est clair aussi que le discours politique sur l'immigration a considérablement évolué en Suède. Le pays a durci sa politique d'immigration et d'asile,

en privilégiant les titres de séjour temporaires sur les permanents, et en limitant le regroupement familial pour les demandeurs d'asile. De nombreux partis autres que les SD sont désormais d'avis qu'il faut une politique d'immigration et d'asile restrictive. Il y a quatre ans, ceux qui critiquaient la politi-

que d'immigration généreuse de la Suède passaient pour des extrémistes et des racistes. Aujourd'hui, la majorité des grands partis soutiennent de telles mesures, et le dirigeant conservateur Ulf Kristersson, à la tête de la principale formation d'opposition, les Modérés, a même déclaré que ceux qui avaient compris avant tout le monde que la généreuse politique d'asile suédoise n'était pas viable méritaient le respect.

Faut-il pour autant imputer ces in-

flexions de la politique migratoire et du discours public à la percée des SD ? Je ne le pense pas. Ces changements sont très probablement dus au nombre exceptionnellement élevé de demandeurs d'asile par habitant que la Suède a accueillis ces dernières années.

Reste à savoir ce qui se passera après le scrutin. Paradoxalement, il est fort possible que le premier ministre social-démocrate, Stefan Löfven, reste au pouvoir et que les Démocrates de Suède n'aient toujours pas d'influence directe sur la politique suédoise.

Quelle coalition gouvernementale sera formée à l'issue des élections ? On l'ignore et la Suède pourrait connaître des gouvernements plus faibles et plus instables que ceux auxquels le pays est habitué. Si les dirigeants des principaux partis veulent empêcher les SD de pro-

gresser, une solution serait de convaincre l'opinion publique que c'est une bonne chose pour la Suède d'avoir une politique d'immigration nettement plus généreuse que celle d'autres pays européens. Il est peu probable qu'ils le fassent. Une autre solution est de prouver à la population qu'ils ont à cœur de mener une politique d'immigration responsable et durable, qui protège les intérêts des Suédois tout en offrant un refuge aux étrangers en détresse. ■

Traduit de l'anglais par Juliette Kopecka



Johan Martinsson est professeur de sciences politiques à l'université de Göteborg, en Suède. Il est l'auteur de l'étude « Les "Démocrates de Suède" : un vote anti-immigration », publiée le 27 août par la Fondapol.

Salvini, tel un souverain au-dessus des lois

Le ministre de l'intérieur et leader de la Ligue italienne, Matteo Salvini, s'appuie sur l'opinion publique pour prendre des décisions arbitraires, analyse l'universitaire Sofia Ventura

Par **SOFIA VENTURA**

En Italie, l'agenda politique est dicté par le ministre de l'intérieur et leader de la Ligue, Matteo Salvini. Ses alliés au gouvernement, le Mouvement 5 étoiles (M5S) et son chef Luigi Di Maio (qui est vice-président du conseil, comme Salvini, et ministre du travail et du développement économique), y participent avant tout en semant la confusion sur la politique économique. Mais sur les sujets chauds du moment, en particulier sur celui de l'immigration, qui est l'obsession de Salvini, ils suivent la Ligue. Et ils le font parce que les sondages disent qu'environ deux tiers des Italiens sont d'accord avec la politique migratoire du ministre de l'intérieur.

Sa légitimité puise sa source dans le peuple. Et, au nom du peuple, Salvini pense pouvoir faire tout et n'importe quoi. Tel un souverain au-dessus des lois, il prend des décisions arbitraires parce qu'il est le véritable interprète de la volonté populaire : un mix entre le Roi-Soleil (« l'Etat c'est moi ») et le général argen-

tin Juan Peron. Il affirme que son mandat est de défendre les frontières de l'Italie, comme s'il était ministre de la défense. Il retient 150 personnes à bord du *Diciotti*, le navire de la garde côtière italienne, pendant dix jours, dans le port de Catane, au mépris de toute loi. L'exemple du *Diciotti* met en lumière un visage inquiétant de l'opinion publique italienne. Dans une enquête de l'institut de sondage SWG publiée fin août, 53,8 % des sondés estiment que Salvini s'est comporté comme il le fallait (chez les électeurs du M5S, ils sont 69,6 % à le penser).

Ainsi se propage l'idée selon laquelle, dès lors que l'on bénéficie du soutien de l'opinion publique, on peut agir en se plaçant au-dessus des lois. Cette idée se propage non seulement chez les citoyens ordinaires et les dirigeants politiques de la majorité, mais aussi chez certains professionnels du droit – parmi lesquels des procureurs, des avocats, des professeurs de droit constitutionnel. Tandis que ces juristes se cachent derrière d'étranges interprétations de la loi, d'autres personnalités ont déjà laissé échapper des références à la « volonté populaire » : est-ce là le si-

gne d'une nouvelle « trahison des clercs », d'un oubli des valeurs fondamentales, dans le contexte du populisme montant ?

MACRON, UN ENNEMI FACILE

Ceux qui observent avec préoccupation ce qui se passe sont divisés. Il y a ceux qui pensent que « les barbares sont en train de conquérir Rome » et qu'il ne reste plus qu'à tenter de les civiliser un tant soit peu. Il y a ceux qui estiment au contraire qu'il est nécessaire de mettre sur pied une opposition pour chasser les « barbares » et qui admettent que, pour l'instant, on ne voit toutefois pas de telle opposition. Et puis il y a ceux qui soutiennent l'idée de faire

front commun contre les populistes. Certains imaginent ce front au niveau européen (en vue des élections de 2019), derrière la bannière d'Emmanuel Macron.

La position du président français contre les populistes est entrée dans le débat italien. Il oppose à Salvini les valeurs d'une société ouverte. Mais son message risque de s'avérer contre-productif, comme le notent les historiens Marc Lazar dans *La Repubblica* et Paolo Pombeni dans *Il Sole 24 Ore*. Car le leader de la Li-

gue trouve en Macron un ennemi facile à pointer du doigt pour mobiliser ses partisans : Macron est incohérent ; il prêche la solidarité, mais, de facto, il poursuit la politique d'expulsion des migrants, telle est l'argumentation de Salvini. Et elle fonctionne car appeler à faire front commun ne constitue pas une solution pour gérer le problème de l'immigration.

De fait, les Italiens voient la police française refouler les migrants aux frontières, mais ils n'entendent pas de nouvelles idées pour gérer l'afflux de migrants. Cela explique pourquoi, en Italie, Salvini fait florès avec sa propagande, tandis que le président français apparaît comme quelqu'un qui exprime de bons sentiments dans ses discours mais qui ne les fait pas suivre d'actes. Tant que l'Europe ne sera pas en mesure d'envoyer un message fort et convaincant et que les dirigeants européens n'arrêteront pas de se focaliser sur les intérêts nationaux, les populistes auront de beaux jours devant eux. ■



Sofia Ventura, professeure associée de sciences politiques à l'université de Bologne